

L'éducation populaire, un atout pour le syndicalisme

Notes sur Culture et liberté,
un « anarchosyndicalisme social »

*Louis-Marie Barnier*¹

« Nous sommes les ennemis de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des dictatures, y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique, nécessaire pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres. »

Fernand Pelloutier, 1er mai 1895²

La formation syndicale et l'éducation populaire sont généralement vécues comme des courants différents, voire opposés, de l'éducation des adultes : « Le divorce apparaît consommé entre la formation ouvrière et l'éducation populaire³. » Pourtant, des lignes de rapprochement existent depuis des années. Nous voudrions éclairer ce dialogue méconnu entre deux traditions de l'éducation des adultes en portant notre attention sur les discours et les références des acteurs. L'étude d'une passerelle entre ces deux mondes, telle que la représente le mouvement d'éducation populaire Culture et liberté (C&L), éclaire les différences mais aussi la complémentarité des démarches.

1. Docteur en sociologie, chercheur associé au LEST-CNRS-AMU.

2. Phrase mise en exergue du livre de Roger-Henri Guerrand (Culture et liberté, Paris, Éditions Culture et liberté, 1979).

3. David M., « Séance inaugurale », Actes du colloque international : La formation ouvrière, Strasbourg, Dalloz, 1955, cité par Palazzeschi Y., *Introduction à une sociologie de la formation. Anthologie de textes français 1944-1994*, tome 1, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 63.

La formation syndicale constitue un secteur méconnu de la formation des adultes. Elle a néanmoins bénéficié ces dernières années d'un regain d'attention, les pouvoirs publics associant sa promotion et l'institution de son financement à la promotion du dialogue social⁴. Le droit à la formation syndicale est un droit ancien. Chaque salarié bénéficie d'un droit à un congé de formation syndicale, institué par la loi du 23 juillet 1957 (donc antérieur au congé de formation des cadres de l'éducation populaire – 1961), le revenu du salarié étant pris en charge, suivant les dispositifs, par l'employeur (en cas de formation des élus des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail – CHSCT – par exemple), par l'institution représentative (le comité d'entreprise), ou partiellement par l'employeur comme le fixe le code du travail. C'est donc un vaste secteur de formation, géré par le mouvement syndical lui-même, qui s'attache ainsi à former ses cadres et ses militants.

Le mouvement Culture et liberté s'inscrit dans la grande famille de la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc). Issu du Centre de culture ouvrière lié à la Joc et du Mouvement de libération ouvrière (MLO), Culture et liberté développe son activité dans le domaine socioculturel (animation de la jeunesse), ainsi que dans des modules d'éducation populaire. Il a parallèlement proposé une activité de formation ouvrière, qu'il a dès l'origine mise au service des structures syndicales. Culture et liberté est actuellement le seul mouvement hors de la sphère syndicale à être habilité nationalement à dispenser des congés de formation syndicale. Ce lieu original de formation, qui avait accompagné la déconfectionnalisation de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC, 1964)⁵, s'ouvre dans les années quatre-vingt lors de l'essor des syndicats indépendants tels que le Syndicat national unifié des impôts (Snui) et, plus récemment, celui des syndicats Solidaires unitaires démocratiques (Sud) et Solidaires (mouvement syndical se situant dans le pôle radical du syndicalisme, même si sa matrice originelle relève justement pour une large part de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) dont sont issus un certain nombre des syndicats Sud, aux PTT, à la SNCF, dans la santé). Une série d'entretiens et des recherches dans les archives de ce mouvement montrent comment cette association d'éducation populaire, par

4. Ethuin N., Yon K., « Les mutations de l'éducation syndicale : de l'établissement des frontières aux mises en dispositifs », *Le Mouvement social*, n° 235, 2011, p. 3-21.

5. Cours-Salies P., *La CFDT, un passé porteur d'avenir*, Paris, La Brèche, 1996.

une approche humaniste des rapports sociaux de travail⁶, propose une formation syndicale qui porte un regard critique sur le syndicalisme⁷.

Nous avons déjà noté un dialogue entre deux sources de la formation syndicale ouvrière, d'une part la mise en avant d'une « altérité ouvrière » liée à la « culture ouvrière » (opposée à la culture bourgeoise), d'autre part une approche « républicaine » liant conception universelle de la culture et formation citoyenne du salarié⁸. Culture et liberté représente une autre source du mouvement ouvrier, celle du christianisme engagé dont il est issu et qui a marqué une partie de la classe ouvrière de son empreinte humaniste.

« Une doctrine ? Non, des hommes et leur pratique⁹ ». C'est ainsi que Pierre Belleville introduit la présentation de Culture et liberté, en 1979, dans la tradition de la Joc qui a toujours lié réflexion et action, comme le montre sa devise « voir, juger, agir ». L'association se différencie en cela d'autres mouvements d'action catholique qui interviennent davantage comme groupes de réflexion et de partage pour des militants engagés dans différents domaines, associatif, syndical ou politique. Indépendant de la hiérarchie catholique¹⁰, l'engagement dans l'éducation populaire relève, selon les militants de C&L rencontrés¹¹, d'une synthèse entre l'observation collective, l'analyse et l'action. Nous proposons de suivre ce fil conducteur proposé par la Joc pour comprendre l'originalité du rapport, et de l'apport, de C&L au mouvement syndical.

6. Barnier L.-M., « Intégration ou altérité : le dilemme de la formation syndicale sur les conditions de travail », Communication au colloque Syndicalisation et formation, Lille, 2 et 3 décembre 2010.

7. Nous aborderons ici le dialogue avec Solidaires, faute de temps pour aborder la CFDT actuelle. Par ailleurs, le mouvement C&L a eu peu de contacts avec la CGT.

8. Barnier L.-M., « Formations syndicale et professionnelle : deux mondes encore séparés ? », in Brucy G., Laot F. F., Lescure (de) E. (dir.), *Former les militants, former les travailleurs. Les syndicats et la formation depuis la Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 145-160.

9. *Culture et liberté*, éd. Culture et liberté, 1979, p. 9.

10. Chauvière M., « Éducation populaire et mouvements familiaux ouvriers chrétiens », *Vie Sociale*, n° 4, 2009, en ligne : <<http://www.travail-social.com/spip.php?article808>>.

11. Ce texte s'appuie sur des entretiens réalisés avec plusieurs dirigeants et anciens dirigeants de Culture et liberté, ainsi que des responsables de la formation syndicale de Solidaires.

1. « Voir » : une lecture de la société à partir du collectif

Quand on aborde l'histoire de Culture et liberté, deux sources apparaissent immédiatement, l'une relève de l'inscription de ses fondateurs dans un christianisme impliqué dans la vie sociale, l'autre de leur engagement dans le mouvement ouvrier, à l'image du débat engagé avec le mouvement communiste en 1944 (mais vite interrompu) par Emmanuel Mounier, philosophe, fondateur de la revue *Esprit* et animateur du courant « personneliste ». Le débat entre action catholique et engagement social parcourt bien sûr tout le XXe siècle. Au sein de la CFTC, une différenciation voit ainsi le jour entre la formation proprement syndicale et l'éducation chrétienne et morale dispensée dans des mouvements d'action catholique¹². Les courants issus de la Joc vivent eux aussi ce débat, sous l'angle d'une « déconfessionnalisation » de leur engagement social¹³.

Le mouvement Culture et liberté, produit d'une « naissance turbulente¹⁴ » au cours des années 1970-1972, recueille des morceaux épars du mouvement catholique ouvrier engagé¹⁵. Cette période est marquée, selon les anciens responsables de C&L rencontrés¹⁶, par ce qui se joue autour de l'échec de la notion de développement culturel¹⁷ de la classe ouvrière, signifié par l'irruption de Mai 1968 qui est décrypté comme le triomphe de la solution individuelle et de l'accès aux biens matériels pour la classe ouvrière. Une dynamique de réflexion ouverte dans les années soixante s'interrompt ainsi après 1968, comme le fait remarquer un dirigeant de C&L :

12. Guillaume C., « La formation des responsables à la CFTC-CFDT : de la "promotion collective" à la sécurisation des parcours militants (1950-2010) », dossier « Les frontières de la formation syndicale », *Le Mouvement social*, avril, n° 235, 2011, p. 105-119.

13. Chauvière M., Duriez B., « Aux racines de l'éducation ouvrière, la place et le rôle de la mouvance Joc », in Brucy G., Laot F. F., Lescure (de) E. (dir.), *Mouvement ouvrier et formation : genèses*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 127-144.

14. Tétard F., Lefeuvre C., *Culture et Liberté, une naissance turbulente*, Éditions Culture et liberté, 1998.

15. Cf. aussi Lobry J., Alunni D., *Culture ouvrière, éducation permanente et formation professionnelle*, Paris, L'Harmattan, 2008.

16. Entretien avec Paul Masson.

17. Dumazedier J., « Le modèle formation développement culturel et développement de la citoyenneté », in Y. Palazzeschi, *Introduction à une sociologie de la formation*, L'Harmattan, 1998, p. 157-162.

« Le colloque de Dourdan, en 1966, mettait en avant un développement propre au monde ouvrier, qui est l'idée de construire une autre société que la société capitaliste. Mais Mai 1968 va casser tout cela. »

Le mouvement C&L s'oppose à l'individualisme porté par Mai 1968 :

« C'est une lutte permanente qu'a menée le mouvement ouvrier pour pallier les méfaits de l'individualisme du droit bourgeois, pour remettre en valeur la notion de solidarité par l'action collective [...] qui constitue le recours de l'homme contre son isolement dans la vie collective. »

Mais le mouvement assume aussi une certaine filiation avec le bouleversement de ces années, dont il intègre « toute la recherche et les formes d'action qui se dessinent depuis Mai 1968, contestation culturelle profonde de ce qui fait la civilisation occidentale¹⁸ ». C&L porte donc cette dimension collective dans l'approche d'une culture ouvrière comme culture de transformation sociale et dans la prise de conscience individuelle : « C'est le collectif qui porte l'individuel » (entretien C&L). Cette promotion du collectif trouve aussi son expression dans le domaine pédagogique qui privilégie l'approche par le groupe : « C'est le collectif qui forme et qui se forme » (entretien C&L).

Ce contenu, proche de la « promotion collective » mise en avant par la CFDT¹⁹, trouve un débouché dans les formations syndicale et professionnelle. La naissance de C&L coïncide en effet avec la loi de 1971 sur la formation professionnelle (dont l'initiateur, Jacques Delors, est d'ailleurs lui-même issu de la Joc). Prenant le relais d'une loi précédente qui avait promu le congé pour l'éducation populaire, cette loi ouvre la possibilité de congés ouvriers pour la formation professionnelle, dans une optique d'éducation permanente qui lie droit à l'éducation des adultes et formation professionnelle organisée par les employeurs. C&L s'en empare pour renforcer son secteur de formation, s'adressant aux syndicalistes ou aux animateurs de structures associatives en leur proposant des modules de formation construits dans l'optique de l'éducation populaire.

C'est la centralité de la « personne » qui permet un dialogue avec le mouvement syndical, d'autant que l'évolution de l'organisation

18. Assemblée générale de C&L, juin 1972, rapport d'orientation, cité *in*, *Culture et liberté*, Éditions Culture et liberté, 1979, p. 39.

19. Guillaume C., *op. cit.*, 2011.

du travail renforce la responsabilité du salarié²⁰. L'attention portée à l'individu, ici à l'origine de l'engagement, peut se refléter dans sa dimension citoyenne, dans le projet de former un être responsable de ses marges d'autonomie, ce qui constitue une base possible de la construction d'un collectif conscient et porteur d'une libération des sujétions diverses²¹. Que celle-ci prenne sens autour du rôle de l'engagement syndical ou dans le travail.

La mise en commun opérée dans le cadre du mouvement d'éducation populaire ou au cours de stages permet de construire une représentation commune. C'est donc autour de ce rapport dialectique entre individuel et collectif qu'il faut chercher le sens de l'engagement de C&L, mouvement investi dans la formation individuelle pour permettre la prise de conscience du collectif.

2. « Juger » ou « comprendre » : valeurs et engagement social

Le second volet de la démarche jociste, « juger », fut interrogé lors des processus de déconfessionnalisation. C'est ainsi qu'il se transforme, au sein du mouvement C&L, en « comprendre », c'est-à-dire analyser le monde où l'on vit et agit, en comprendre les enjeux essentiels. Le mouvement consacre un effort important à l'analyse des évolutions sociales et économiques, comme le prouve la publication, à travers plusieurs rééditions, d'un manuel d'économie.

« Ils regardaient les choses par rapport aux valeurs chrétiennes. On a remplacé par “comprendre”, comprendre l'environnement pour pouvoir agir » (entretien C&L). Cette approche repose sur une relecture des valeurs de référence : « progressivement, les valeurs humanistes vont remplacer la référence au christianisme » (entretien C&L), cet humanisme étant présenté comme « une vision de la société où les hommes et les femmes sont au centre, où les droits humains sont premiers²² ».

Culture et liberté propose de « mobiliser l'utopie créatrice et identifier les valeurs qui la fondent²³ ». L'engagement dans la vie

20. Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

21. Calame C., Castejon C., Corcuff P., Pénit-Soria J., Treillet S., *Le capitalisme contre les individus. Repères altermondialistes*, Attac, Paris, Éditions Textuel, 2010.

22. Culture et liberté, *Les idées forces qui construisent le mouvement*, brochure, 2009.

23. Fiche La pédagogie de l'action, Culture et liberté, en ligne, consulté le 15 juin 2013 : <<http://paulmasson.atimbli.net/spip.php?article82>>.

sociale et professionnelle se fonde sur des valeurs qui donnent du sens à toute activité. Nous percevons ici ce « personnalisme ordinaire²⁴ », cette « nouvelle éthique faisant de la nécessité de s'engager et de militer une des dimensions de la pratique religieuse », qui se retrouve, sur un modèle plus laïque, chez les militants de Culture et liberté rencontrés. Cette question du sens concerne plus largement les interrogations portées sur le travail aujourd'hui, comme en témoigne un entretien C&L : « Tout découle du sens du travail. [...] La recherche du sens est importante ainsi que la dimension collective. »

« La demande de repenser le sens, la place, les réalités du travail, s'invite partout », suggèrent deux membres d'Attac, Christine Castejon et Thomas Coutrot²⁵. Yves Schwartz avance l'idée d'un « triangle activités-savoirs-valeurs », à la confluence entre des savoirs organisés et des savoirs investis dans l'activité. De même, la recherche autour de la subjectivité des salariés menée par Danièle Linhart met en évidence une dimension altruiste dans la « relation symbolique, identitaire et morale à la société²⁶ ». Cette dimension altruiste, propre initialement au travail des fonctionnaires, est redéfinie par le discours managérial comme relevant du travail en milieu privé et donc comme une des composantes de l'appropriation de la subjectivité des salariés, mais sans le cadre de défense statutaire des fonctionnaires qui donnait sens à cette « mise à disposition ».

Cette recherche des valeurs concerne aussi le monde syndical. La formation syndicale délivrée par les formateurs de C&L insiste justement sur la posture de l'engagement du syndicaliste « surtout si ce sont des valeurs que l'on veut transmettre » (entretien avec un formateur C&L). À l'intersection entre militantisme et professionnalisme, les formations d'animateurs militants de l'éducation populaire (Famep) mises en place en commun en 2007 entre C&L, Solidaires et Paris-VIII répondent à l'impression que « le sens de l'engagement, l'éducation populaire, les valeurs se perdent » (entretien C&L) : elles visent ainsi à répondre à un besoin de « recherche de sens de nos actions²⁷ ».

24. Berlivet L., Sawicki F., « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, n° 27, 1994, p. 111-142.

25. Castejon C., Coutrot T., « Ce ne sont pas des "risques psychosociaux", ce sont les ravages du capitalisme », 2010, sur <http://www.sante-et-travail.fr/ce-ne-sont-pas-des--risques-psychosociaux---ce-sont-les-ravages-du-capitalisme_fr_art_641_48790.html>.

26. Linhart D., *Travailler sans les autres*, Paris, Seuil, 2009, p. 39.

27. Formation d'animateurs militants de l'éducation populaire (Famep), site de Culture et liberté consulté le 1er juillet 2013.

L'enjeu de la redéfinition de valeurs, que ce soit pour le travail, pour l'action militante ou pour l'action syndicale, se rencontre ainsi aussi bien au sein de C&L que dans le mouvement syndical. La confrontation avec Culture et liberté apporte au mouvement syndical les éléments pour une réflexion sur les valeurs auxquelles il se réfère, dans la formation syndicale ou dans l'implication des salariés au travail.

3. « Agir » : la formation par l'action

Dès ses débuts en 1972, l'organisation se veut mouvement parce qu'elle se propose de « vulgariser un projet de développement culturel » et qu'elle « entend mener, seule ou avec d'autres, une action contestataire et revendicative²⁸ ». « Comprendre pour agir », annoncent à présent les stages de formation proposés par Culture et liberté. Dans l'objectif d'une formation par l'action, les stages sont organisés autour d'une réflexion (« mise en commun ») sur les environnements des stagiaires et les possibilités d'y agir, soulignée dans un entretien C&L : « Nous visons à ce que les gens réfléchissent sur leur action, pour être encore plus opérationnels dans l'action pour l'émancipation de la société. » La « réflexion-action » est au centre de la démarche de C&L²⁹.

Culture et liberté s'appuie sur la promotion d'une culture ouvrière, définie ici comme la culture que s'est donnée la classe ouvrière à la fois « pour prendre sa place dans la société » (entretien C&L) et pour la transformer. « La culture ouvrière s'acquiert par l'action et la théorisation de l'action » (entretien C&L). Pour C&L, l'action donne son sens à la formation, bien plus que la transmission d'un message : « le syndicaliste pense contenu, mais pour moi le contenu n'a pas d'importance » (entretien C&L), seule compte la démarche d'éducation populaire. L'action ne peut alors s'envisager que comme transformation de la société. Un animateur résume ainsi ses objectifs lors d'un entretien C&L : « Se former à l'esprit critique ; se former entre nous, parce qu'on est porteur d'un savoir ; se former parce qu'on veut transformer. »

Cet objectif de transformation de la société rejoint les axes fondamentaux du mouvement syndical. Mais plus essentiellement, le syndicalisme s'approprie, largement et de façon identique, cette liaison entre formation et action³⁰. L'éducation ouvrière, à partir des lieux de travail, s'inscrit dans un projet syndical sans cesse

28. Assemblée générale de C&L, juin 1972, rapport d'orientation, cité in Culture et liberté, Éditions Culture et liberté, 1979, p. 39

29. Brochure Culture et liberté, 2010.

30. Barnier L.-M., *op. cit.*, 2015.

confronté à sa propre pratique. « Équiper des gens pour agir » est le maître mot pour la formation syndicale actuelle à la CGT, démarche permettant de dépasser des approches, des parcours et des niveaux scolaires très différents : « Imaginez qu'on peut avoir dans un même stage des participants fortement diplômés et d'autres en échec scolaire³¹... »

Elle rejoint une conception de la formation des adultes basée sur la mise en pratique. Cette formation syndicale, tout en faisant la promotion d'une « culture ouvrière », emprunte largement et paradoxalement aux conceptions républicaines, par la promotion de l'accès à la culture ou la référence à « l'émancipation de la raison³² ».

Le syndicalisme est aussi conduit à développer cette dimension par les évolutions du rapport social de production : les stratégies néolibérales des entreprises visent à transformer le salarié en « entrepreneur » dont la subjectivité est pleinement investie dans son travail. Les connaissances de plus en plus élevées, qui rejoignent une capacité collective d'organisation du travail, sont donc soumises à une volonté permanente de contrôle des personnes et des collectifs. Le syndicalisme s'adresse donc à des salariés qu'il vise à transformer dans leur personne. Les méthodes pédagogiques affichées, auxquelles le mouvement syndical porte une attention nouvelle, mettent en avant le syndiqué qui n'est plus un simple « apprenant ».

Ce sont finalement des couples dialectiques qui se mettent en place : une formation de l'individu pour trouver sens dans le collectif ; une réflexion sur l'action qui se nourrit de l'action collective.

4. Culture et liberté, un « anarchosyndicalisme social »

« Nous les anarchistes, ce qui nous intéresse, ce n'est pas la prise du pouvoir, mais la prise de conscience. » Cette phrase d'Armand Gatti, citée dans les fiches de Culture et liberté pour illustrer la fonction émancipatrice du mouvement libertaire³³, correspond bien à la démarche souvent mise en avant par les militants de C&L rencontrés. La similitude entre le mouvement anarchosyndicaliste et C&L nous a frappé. Ce dialogue entre mouvement ouvrier et éducation populaire converge dans un même rapport à la prise de

31. Cami P. et Thibault J., *Analyses et documents économiques*, n° 100, 2005, p. 32-33.

32. Brugmans H., « Y a-t-il une pédagogie ouvrière ? », *Le droit de savoir, séminaire d'études*, CCEO, Institut supérieur ouvrier, XXXV, 1939, p. 20-24.

33. Fiche « Militants éducateurs d'animation populaire », C&L, 2006.

conscience individuelle liée à l'action de transformation sociale, en donnant une place importante à l'utopie.

« *L'éducation libertaire met l'accent sur l'épanouissement des individus, le développement de leur autonomie et de leur esprit critique*³⁴. »

La défense de la spontanéité populaire, contre tout appareil de parti ou d'État, ne relève-t-elle pas par ailleurs d'une approche similaire³⁵ ?

À la prise de conscience individuelle répond la nécessité d'un changement de toute la société. L'anarcho-syndicalisme du XIXe siècle, à travers les bourses du travail qu'il a initiées, envisageait un mouvement syndical structurant l'ensemble de la société et ne limitant pas son intervention aux lieux de travail. Les formations syndicales organisées en commun par Solidaires et C&L relèvent de la même dynamique en intégrant les rapports sociaux de l'ensemble de la société. Dès son origine, C&L se vit comme un complément de l'action dans les entreprises :

« *La bataille pour l'auto-organisation de la vie quotidienne, parallèle et complémentaire aux autres luttes des travailleurs dans leurs entreprises, a pour objectif de se donner les moyens collectifs de vivre le temps libre autrement que pour reconstituer sa force de travail et perpétuer le modèle existant*³⁶. »

Ses militants interviennent pour une « conception syndicale des intérêts familiaux populaires³⁷ ». La jonction entre le monde associatif et le monde syndical trouve ici une nouvelle pertinence.

La stratégie néolibérale ne se limite pas au seul cadre de l'entreprise, mais vise à contraindre l'ensemble des mécanismes sociaux à se conformer à ce « modèle entrepreneurial³⁸ ». Le syndicalisme en y résistant s'ouvre peu à peu à des problématiques qui l'amènent à se penser comme un mouvement social. Il prend alors en compte des tâches d'éducation populaire, renouant avec la tradition d'éducation des bourses du travail. On peut y relier l'engagement d'une structure syndicale telle que Sud-Culture dans les combats féministes, des sans-papiers ou des marches gays et lesbiennes des Fier-

34. Pereira I., *Anarchistes*, Montreuil, La Ville brûle, 2009, p. 78.

35. Mounier E., « Débat à haute voix », 1946, in *Communisme, anarchisme et personnalisme*, Paris, Seuil, 1966, p. 78.

36. Culture et liberté, *op. cit.* p. 45.

37. Chauvière M., *op. cit.*, p. 2.

38. Dardot P., Laval C., *La nouvelle raison du monde, essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

tés qui participent de la transmission d'une culture altermondialiste engagée dans les combats sociaux³⁹.

Le travail en commun entre Culture et liberté et Solidaires trouve un support dans la radicalisation de ce mouvement d'éducation populaire, notée dans un entretien C&L : « On se dit anticapitaliste, même si on ne le dit pas avec des hauts parleurs, pour ne pas faire peur. » C&L figure d'ailleurs parmi les membres fondateurs d'Attac.

Conclusion

C'est donc dans les trois domaines du « voir, comprendre, agir », que Culture et liberté propose une approche originale, source de réflexions pour le syndicalisme. Cette organisation met en avant l'exigence d'une analyse de la société à partir de ce que vit le militant ou le stagiaire, confrontée ensuite à l'apport d'experts. La construction d'une représentation collective passe par l'échange, démarche s'opposant à une démarche syndicale trop normative. Pour comprendre la société, C&L suggère une grille d'analyse autour de valeurs humanistes. Cette association, par son attention renouvelée aux méthodes pédagogiques, interroge le mouvement syndical sur le lien dialectique entre l'affirmation du discours d'une organisation et la priorité donnée au syndiqué, tout comme le lien entre l'élaboration de ce discours et sa mise en pratique.

L'approche de la formation syndicale par Solidaires est caractéristique de cette démarche centrée sur l'activité syndicale, la formation relevant alors davantage d'un passage de culture et d'une posture générale vis-à-vis du travail et des directions d'entreprise que de la délivrance d'un discours préétabli. Nous pouvons dans ce sens interroger le syndicalisme : ne devrait-il pas s'imprégner de dimensions humanistes, et donc échanger avec le mouvement d'éducation populaire ? Inversement, le syndicalisme pourrait inviter le mouvement d'éducation populaire à situer son action dans le champ de la critique du libéralisme et de ses propres valeurs marchandes... L'engagement de la Joc, pour Claire Villiers, syndicaliste récemment décédée, dirigeante historique de ce mouvement de jeunesse et d'éducation populaire, correspondait à :

39. Pereira I., « La formation dans un nouveau syndicat de lutte se réclamant de l'héritage du syndicalisme révolutionnaire », in Brucy G., Laot F. F., Les-cure (de) E. (dir.), *Former les militants, former les travailleurs...*, op. cit., 2015, p. 127-142.

« La fierté d'être de la classe ouvrière, cette fierté des valeurs qu'on y vit, de la solidarité, de la construction ensemble, et cette conviction qu'on ne peut pas s'en sortir tout seul⁴⁰ ».

Cette fierté ouvrière, un message que le syndicalisme ne peut que reprendre à son compte.

40. Villiers C., intervention au conseil national de la Joc, 2010 ; consulté le 15 juin 2013 : <http://www.dailymotion.com/video/xfxbrh_temoignage-de-claire-villiers-au-conseil-national-de-la-joc_news#.UbmB5Zzk-8h>.